

Bulletin du

MAI 1973 - N°1

COMITE DE SOUTIEN

aux Deserteurs et Refractaires Portugais

REG 37/122

SOUTENONS LES DESERTEURS PORTUGAIS



héroïques des peuples africains
ont le soutien inébranlable de
tous les peuples.

De la part du peuple portugais
ce soutien s'exprime par une
résistance à la guerre colonia-
leimpérialiste, menée depuis
quelques années.

Cela fait plus de 10 ans que
les peuples d'Angola, Guinée-
Bissau et du Mozambique ont
commencé la lutte armée contre
le colonialisme portugais pour
la libération de leur pays.

Les victoires de ces peuples
dans tous les fronts (militaire,
politique, diplomatique) ont ac-
culé le colonialisme portugais
l'un des derniers remparts du
colonialisme mondial, à des
situations intenable.

Ne pouvant plus, tout seul,
supporter le poids de telles gue-
res, le colonialisme portugais
a recours à l'aide croissante
des pays impérialistes (USA,
RFA, France, etc).

Tandis que le gouvernement
portugais est méprisé par tous
les peuples du monde, les luttes



Cette résistance a pris diverses formes : manifestations de rue, résistance dans les casernes, propagande anticoloniale et refus de faire la guerre.

Les jeunes portugais qui refusent de faire cette guerre criminelle, déserteurs et réfractaires, se réfugient en France et dans d'autres pays d'Europe.

Arrivant en France, ces derniers sont en butte aux tracasseries administratives des autorités françaises qui sont de connivence avec les autorités fascistes portugaises.

Le Comité de Soutien aux Déserteurs et Refractaires Portugais, créé sur une base antifasciste, anticolonialiste et anti-impérialiste, a pour tâche de soutenir les déserteurs et réfractaires ainsi que les luttes des peuples des colonies et la lutte du peuple portugais contre la guerre coloniale.

Le Comité se propose donc de lutter pour les objectifs suivants

- la conquête du droit au refuge politique pour tous les déserteurs et réfractaires portugais.
- le soutien à la lutte des peuples des colonies portugaises jusqu'à l'indépendance totale.
- le soutien à la lutte du peu-

ple portugais contre la guerre coloniale.

COMMENT LE COMITE S'EST-IL CREE ?

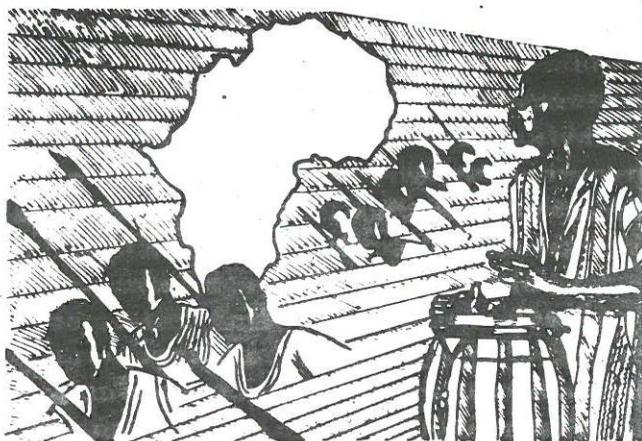
Depuis sa création et déjà même avant, le comité a développé un certain travail dans le sens indiqué. Ainsi, en plus de l'aide concrète aux déserteurs, notamment en ce qui concerne leur régularisation, nous avons activement participé à une campagne de dénonciation du colonialisme portugais et d'information sur les luttes de ces peuples, soit dans les colonnes des journaux tels que "O Salto", soit dans plusieurs meetings, les derniers en date étant ceux qui ont été réalisés à l'occasion de l'assassinat d'A. Cabral.

A la base de la création du comité, il y avait un certain nombre d'anti-impérialistes français, portugais et africains qui voulaient faire un travail de soutien aux déserteurs et réfractaires portugais. Ils ont convoqué une réunion d'information le 6 mai 1972. Etant donné qu'à cette époque, il existait aussi un autre groupe d'anti-impérialistes qui avaient édité le bulletin "Lutte" qui se proposait de
(suite p. 10)

LES PEUPLES DES COLONIES VAINCRONT

Les années soixante sont, sans aucun doute, des années innoubliables pour les peuples africains en général ; la plupart des peuples opprimés de ce continent arrachent d'une façon irréversible l'indépendance nationale. à partir de cette date, En Angola, en Guinée Bissau et au Mozambique cette lutte prend la forme de lutte populaire armée, malgré la domination barbare du colonialisme portugais soutenu par l'O.TAN, et par l'impérialisme américain.

Quoique ces peuples n'aient pas encore obtenu la victoire totale, la balance penche incontestablement du côté de ceux qui font une guerre juste, c'est à dire du peuple angolais, guinéen et mozambicain. Aujourd'hui en Guinée Bissau les bases colonialistes sont réduites à quelques camps retranchés. Les soldats portugais n'osent plus sortir des casernes car le peuple guinéen défend courageusement, armes à la main le pays presque entièrement libéré. En Angola, onze ans de lutte armée ont transformé entièrement le rapport de force au



nord et à l'est du pays. Un tiers du territoire est libéré. les forces patriotiques sont supérieures à 10.000 hommes.

Au Mozambique, les zones libérées se trouvent notamment au nord du pays. Ces derniers temps, les patriotes ont avancé courageusement vers le sud. Plus d'un quart du territoire est contrôlé totalement par les forces populaires.

Le colonialisme portugais n'est pas seul dans la lutte contre les peuples africains. Derrière lui les grands monopoles américains, anglais, allemands, français et autres tiennent une place déterminante.

Ils fournissent au colonialisme portugais, un des derniers remparts du colonialisme en Afrique, tout l'appui militaire indispensable pour la poursuite du pillage des richesses naturelles de ces pays et du travail du peuple. Minerais, métaux précieux, huiles, céréales et autres produits sont acheminés quotidiennement par la force des armes vers les grands entrepôts des compagnies étrangères. Mais le peuple africain a pris conscience de cet état de choses et sait qu'un pays petit ou faible est à même de vaincre un pays militairement plus fort. Les peuples africains ne sont pas seuls non plus. Outre les déserteurs et réfractaires portugais qui se chiffrent en dizaines de milliers, les anti-co-

lonialistes et anti-impérialistes du monde entier soutiennent la juste lutte des peuples d'Angola, Guinée Bissau et Mozambique.

L'impossibilité du gouvernement colonialiste portugais de continuer longtemps à opprimer le peuple africain par la force des armes pourrait l'amener à essayer une nouvelle voie, le néocolonialisme qui ne diffère de la première que par la forme. La même exploitation du peuple africain continuerait. Les peuples d'Angola, Guinée Bissau et du Mozambique forts du soutien des peuples du monde entier feront échouer toutes les tentatives de l'impérialisme mondial et de ses laquais portugais.

DROIT AU REFUGE POLITIQUE

Il y a actuellement en France environ 70.000 jeunes portugais en âge de faire leur service militaire.

Ces jeunes sont :

- des Déserteurs : c'est à dire qu'ils ont quitté l'armée après leur incorporation, soit quand ils étaient encore au Portugal,

soit alors qu'ils étaient déjà engagés dans la guerre coloniale ;
- des Réfractaires : c'est à dire qu'ils sont venus en France ayant déjà passé le conseil de révision, mais avant d'être appelés et incorporés dans l'armée ;
- des Insoumis : c'est à dire qu'ils ne se sont jamais présentés au conseil de révision.

Quel que soit leur cas, leur refus de participer à une guerre colonialiste, menée par le gouvernement fasciste portugais contre les peuples d'Angola, de Guinée Bissau et du Mozambique, avec l'appui de l'impérialisme international, est une prise de position contre la politique criminelle du colonialisme portugais en Afrique: c'est donc un acte politique.

Cet acte devrait donner droit automatiquement, pour les jeunes déserteurs, réfractaires portugais dans les pays où ils se réfugient - dont la plupart sont signataires de la Convention de Genève - au statut de REFUGIE POLITIQUE.

En effet, la Convention de Genève stipule que :

"... Doit être considéré comme réfugié celui qui, craignant d'être poursuivi pour son appartenance raciale, religieuse ou sa nationalité, à cause de son appartenance à un certain groupe social ou pour ses opinions politiques, se retrouve hors du pays dont il a la nationalité, et ne peut ou, à cause de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays".

L'acte politique qui consiste à refuser de faire une guerre colonialiste injuste entraîne au Portugal une peine de prison de 6 à 8 ans, ainsi que toutes sortes de mesures répressives de la part de la sinistre PIDE, gestapo portugaise. Il entraîne donc une crainte justifiée de la part des jeunes portugais, déserteurs réfractaires de se réclamer de la protection de leur gouvernement et devrait leur donner droit automatiquement au statut de réfugié politique conformément à la Convention de Genève.

QUELLE EST LA SITUATION DES JEUNES DESERTEURS, REFRACTAIRES ET INSOUMIS EN FRANCE ?

Ces jeunes qui constituent par le gouvernement français, comme pour ceux des autres pays industrialisés d'Europe vers lesquels ils émigrent (Belgique, Hollande, Luxembourg, Suède, etc...) une main-d'œuvre jeune, bon marché et relativement stable, pouvaient, jusqu'à ces derniers mois obtenir assez facilement en France, cartes de séjour, et cartes de travail. Encore la régularisation de leur situation, c'est à dire une certaine garantie de sécurité, était-elle fort aléatoire, et dépendait-elle essentiellement

des besoins du capitalisme français.

Récemment, le gouvernement français a pris des mesures dont le but officiel est de réduire l'émigration clandestine, et en particulier celle des jeunes déserteurs et réfractaires portugais. Ce sont :

- D'une part les accords franco-portugais de l'immigration, conclus en juillet 1971, qui interdisent pratiquement à tout portugais en situation irrégulière sur le plan militaire d'entrer en France et de pouvoir y travailler. Ces accords ne sont pas réellement appliqués par le gouvernement français, à cause des

difficultés que rencontre l'ONI français pour recruter des travailleurs portugais qui viendraient en France avec des contrats de travail passés par l'intermédiaire de l'ONI.

Il n'en reste pas moins que ces accords existent, qu'ils sont un danger réel pour les jeunes portugais qui, refusant de faire la guerre coloniale, choisissent d'émigrer en France.

- D'autre part, la circulaire Fontanet dont l'application est effective depuis le 16-10-72. Le résultat, c'est toute une série de mesures prises pour empêcher au maximum les étrangers venus en France autrement que par l'ONI de ré-

quelques données sur

Les colonies portugaises sont aujourd'hui la proie de l'impérialisme international. La pénétration du capital colonial impérialiste, le partage des richesses dans ces colonies et, en conséquence l'abominable exploitation des travailleurs angolais, mozambicains, guinéens sont en constante croissance et vont de pair avec la répression féroce des peuples des "colonies".

Le gouvernement fasciste

portugais favorise constamment ce partage des richesses et la pénétration du capital monopoliste mondial en échange de l'aide économique et de l'appui politique des puissances impérialistes à la poursuite de ces guerres criminelles.

Tout récemment encore, des concessions ont été faites en Guinée Bissau par le gouvernement fasciste de Caetano au monopole américain Esso, pour le pil-

gulariser leur situation.

Cependant, la circulaire Fontanet stipule que ces nouvelles dispositions ne sont pas applicables aux personnes qui sollicitent l'asile politique.

Par conséquent, on voit que la revendication du droit au statut de réfugié politique pour tous les jeunes déserteurs, réfractaires et insoumis portugais n'a rien d'utopique et qu'elle correspond aussi bien à la nécessité de leur garantir un maximum de sécurité tant en France que sur le plan international, qu'à la situation actuelle en France, qui fait que concrètement ils bénéficient déjà d'une législation plus souple que celle qui

est appliquée à la majorité de l'immigration, ceci parce que le capitalisme français doit de plus en plus compter avec la pression des états progressistes à l'ONU, et des peuples opprimés par l'impérialisme, en lutte pour leur libération.

Exiger le statut de réfugié politique pour tous les jeunes portugais qui refusent de faire la guerre coloniale, c'est, au fond, exiger l'application des lois internationales que le gouvernement français a signé et c'est exiger l'application de la loi française elle-même.

le pillage économique

lage du pétrole et d'autres produits dérivés pour une période de dix ans. (Voir Bulletin d'information de l'Agence de presse populaire du Portugal-Novaport. N°3, dépêche n° 00295, du 30-1-73)

Au Mozambique, d'énormes concessions ont été faites, pour le droit au pillage de la plupart des minerais de certaines zones du territoire mozambicain à une société formée par des groupes

impérialistes- Bethlehem Steel Co. (US), Krupp (RFA), Anglo-American Co (Afrique du Sud), ainsi que des capitaux japonais et danois et portugais. Ces concessions accroissent la dépendance du peuple mozambicain au joug impérialiste, (dépêche n° 00128-Novaport).

En Angola, le pillage des richesses, surtout du pétrole augmente aussi. Ainsi, dans les premiers six mois de 1972, la production des industries extractives a augmenté de 114 % par rapport à la même période de l'année précédente (Novaport, dép. n° 00373)

le pillage économique (suite)

ANGOLA

Après le commencement de la guerre de libération nationale (4 février 1961), le Portugal a renforcé son exploitation économique sur l'Angola. Ayant besoin du soutien politique, militaire et diplomatique des autres pays impérialistes, le gouvernement fasciste portugais va associer le capital monopoliste international au pillage des pays colonisés. Ainsi, la production des industries extractives a presque triplé entre 1960 et 1968, passant de 846 millions à 2.454 millions d'escudos, et comme nous le voyons dans le tableau ci-dessous, rien qu'en une année, cette production augmente de 40 %.

Le pillage s'est beaucoup développé ces dernières années... Les exportations de matières premières et d'autres produits vers les pays impérialistes ont aug -

menté en 4 ans de 60 %. Les principaux produits exportés sont le café, minerai de fer, pétrole, diamants etc... Les principaux pays qui bénéficient de ce pillage sont le Portugal, les USA, le Japon, les pays du Marché Commun, etc...

Le tableau ci-après, nous donne une vision de ce développement:

Les principaux produits d'exportation étant les matières premières et les produits agricoles achetés par les pays impérialistes à des prix inférieurs à leur valeur et les principaux produits d'importation étant les biens d'équipement et des produits transformés, on voit facilement l'intérêt que le capital monopoliste international a dans la poursuite de l'aide militaire, politique et diplomatique au gouvernement colonial fasciste portugais pour la poursuite de cette guerre coloniale

Produits	1967	1968	%
Diamants (carats) :	1.288.501	1.667.133	+29,4
Minerai de fer (tonnes) :	1.154.303	3.218.212	+178,8
Manganèse (tonnes)	33.180	9.150	-72,4
Pétrole (tonnes)	537.152	749.514	+39,5

(Source : Banco de Angola-Relatorio anual -1968)

Exportations de l'ANGOLA

Pays	1967	1971
Portugal	2. 676 (1)	3. 662
USA	1. 852	2. 300
Japon	379	1. 193
Hollande	774	910
RFA	426	320
Belgique/Luxembourg	100	125
France	a)	194
Italie	a)	93
Angleterre	118	178
Danemark	a)	408
Mozambique	137	214
Espagne	187	404
Canada	176	589
Afrique du Sud	135 *	162
Zaïre	109	144
Autres colonies	a)	390

1) en 1.000.000 Escudos

a) En 1967, la valeur des exportations vers ces pays était insignifiante.

(Sources): Banco de Angola-Relatorio anual- 1968.

Novaport, n°4-Dépêche n° 00097

Les grands monopoles américains, allemands, anglais, japonais, sud-africains, français etc... se partagent entre eux les richesses de l'Angola, de la Guinée Bissau et du Mozambique laissant quelques miettes aux colonialistes portugais. Dans cette course on trouve des trusts bien connus tels que Krupp, Siemens, Texaco, Mobil, Shell, Esso, le groupe Oppenheimer, An-

glo American Corporation of South Africa, Standard Oil, petrofina, Société générale de Belgique et bien sûr les trusts français Pétchiney, Cie française de pétrole, Alsthom, CGE, Crédit lyonnais, etc... etc...

Ainsi le fer de Cassinga (Angola) est exploité par le groupe impérialiste allemand Krupp, le pétrole de l'Angola par des monopoles américains, belges,

canadiens, français, japonais, le barrage de Cabora Bassa (Mozambique) est construit par consortium impérialiste international (aux capitaux français, allemands, italiens, sud-africains, portugais); le barrage du Cunene (Angola) est, lui aussi financé par un autre consortium international avec la participation des capitaux français (Crédit commercial et Crédit lyonnais); les diamants (Angola) sont exploités par l'Afrique du Sud, et tout cela n'est qu'une partie. (A propos du Barrage de Cunene, voir ar-

ticle de "O Salto" n°14)

Il est certain cependant, que cette soif du capital international se butte de plus en plus à la lutte héroïque des peuples de l'Angola, Guinée et du Mozambique.

Dans cet article, nous donnons des éléments en particulier sur le pillage en Angola. Dans de prochains articles, nous chercherons à donner des éléments sur le pillage dans d'autres colonies portugaises.

SOUTENONS LES DESERTEURS ...

(suite de la p.2)

créer aussi un comité de soutien (et, à cet effet, ils avaient convoqué une réunion pour le 25 mai 1972), nous avons décidé de conjuguer les efforts et de participer à la réunion du 25 mai.

A cette réunion, il y avait environ une centaine d'anti-impérialistes français et portugais, quelques uns représentants des organisations anti-impérialistes. Les camarades de "Lutte" proposèrent une plateforme qui a été discutée. Finalement, c'est une autre résolution qui a été approuvée presque à l'unanimité (la direction de Lutte s'étant abstenue). Cette déclara-

tion disait :

"Il a été créé à Paris un comité de soutien aux déserteurs, refractaires et insoumis portugais, en relation avec tous ceux qui sont déjà engagés dans cette action.

Il se propose de demander le bénéfice du statut de réfugié politique pour ceux qui sont en France; informer l'opinion publique sur la situation du colonialisme portugais et la responsabilité du gouvernement français; apporter une aide concrète aux portugais exilés".

Dans le sens du premier paragraphe de cette résolution, une commission a été constituée,

... PORTUGAIS

comprenant les différentes forces engagées dans le soutien aux déserteurs.

Deux tâches ont été confiées à cette commission :

1° - populariser la motion adoptée par l'assemblée.

2° - organiser une nouvelle assemblée générale pour le 6 juin.

Pour ceci une réunion de la commission a été fixée pour le 31 mai.

A cette réunion, les camarades de notre comité constataient la présence d'anti-impérialistes, amis des camarades de "Lutte". Ces amis n'étaient point venus pour discuter de ce dont nous avons été mandatés par l'assemblée, mais tout simplement pour imposer un certain point de vue, celui de "Lutte". Ces camarades ayant une "sainte" horreur de tout ce qui touche l'unité d'action ou le compromis, il n'était pas du tout question pour eux de se plier aux décisions d'une commission qui ne serait pas exclusivement composée d'eux. En conséquence, ils ont déclaré à la commission que seuls seraient membres du comité ceux qui accepteraient leur texte (qui n'a pas été approuvé à l'assemblée); ils ont aussi

refusé de convoquer pour le 6 juin la réunion prévue par l'Assemblée. Ils ont déclaré qu'il n'y avait pas non plus d'autre réunion de la commission et qu'ils fixeraient eux-même la date et la composition de la prochaine réunion.

Etant donné que nous voulions continuer à faire un travail de soutien aux déserteurs et réfractaires, il n'était pas question pour nous de se croiser les bras. Dans ce sens, le présent comité de soutien prenait comme base la déclaration du 25 mai 1972, développait le travail de soutien aux déserteurs ainsi qu'à la lutte des peuples des colonies portugaises et à celle du peuple portugais contre la guerre coloniale.

Conscients que seule la plus large unité d'action sur la base de la déclaration du 25 mai 1972, pourra avoir des effets déterminants dans la lutte anti-impérialiste pour le soutien aux déserteurs et réfractaires, aux guerres de libération nationale et à la lutte anti-coloniale du peuple portugais. Nous tenons à exprimer notre ferme volonté d'unité avec tous les anti-impérialistes français, portugais ou autres.

Dans ce sens, nous appelons

tous les anti-impérialistes à se joindre à nous dans la lutte pour le droit au refuge politique pour les déserteurs et réfractaires et pour les objectifs mentionnés plus haut.

DROIT AU REFUGE POLITIQUE POUR LES JEUNES DESERTEURS ET REFRACTAIRES PORTUGAIS

LES PEUPLES DES COLONIES VAINCRONT.



SAMORA MACHEL,
PRÉSIDENT DU FRELIMO.

« NOUS NE LUTTONS PAS CONTRE LE PEUPLE PORTUGAIS ... »

„Les colonialistes portugais pratiquent quotidiennement les crimes les plus odieux contre les populations d'Angola, Guinée Mozambique. Malgré cela, les combattants africains font preuve d'amitié envers le peuple portugais, libérant tous les soldats qui se rendent aux forces patriotiques et même quelques uns capturés en lutte.

Ci-dessous quelques extraits d'une déclaration d'A. Cabral, lâchement assassiné par les colonialistes portugais. Cette dé-

claration a été faite à l'occasion de la libération des trois soldats portugais faits prisonniers par les forces du FRELIMO :

"Nous ne luttons pas contre le peuple portugais, contre des individus portugais ou des familles portugaises. Sans jamais confondre peuple du Portugal et colonialisme portugais, nous avons du prendre les armes pour extirper du sol de notre patrie africaine, la honteuse domination coloniale portugaise.

"Dans leur tentative vaine

mais non moins criminelle de génocide, les colonialistes portugais pratiquent quotidiennement des actes de terrorisme contre les populations pacifiques de nos régions libérées, notamment contre les femmes, les enfants et les vieillards; ils bombardent et mitraillent nos populations, réduisent en cendres nos villages et brûlent nos récoltes au moyen de bombes de toutes sortes, notamment les bombes à fragmentation, au na-

palme et au phosphore blanc.

"... nous attirons une fois de plus l'attention de l'opinion mondiale sur les crimes perpétrés dans notre pays par les colonialistes portugais. Ces crimes, ils ne seraient pas en mesure de les réaliser s'ils ne disposaient pas de l'aide politique et matérielle de leurs alliés.

"Le but majeur de notre combat est la conquête de l'indépendance nationale de notre peuple!"

AFRIQUE:

nouvelles victoires des forces patriotiques

GUINEE-BISSAU

- Quatre avions portugais abattus par les forces populaires

Le 28 mars dernier les combattants du PAIGC ont abattu un avion FIAT-91 près de Mabina-Boe. C'est le quatrième jet du même type abattu depuis le 23 mars.

- Le peuple guinéen proclamera cette année l'indépendance

L'existence de jure de la Guinée-Bissau sera proclamée en

1973 par l'Assemblée nationale populaire élue l'année dernière dans les zones libérées de ce territoire, a annoncé le mercredi 11 avril M. Vasco Cabral, chef de la délégation du PAIGC, à la conférence internationale réunie depuis le lundi 9 avril à Oslo pour rechercher les moyens d'aider les victimes du colonialisme et de l'apartheid en Afrique.

M. Vasco Cabral a précisé que la Guinée-Bissau indépendante sera dotée d'un organe exécutif fonctionnant à l'intérieur du pays.

ANGOLA

Selon un communiqué publié récemment à Brazzaville par le Mouvement Populaire de Libération d'Angola (M. P. L. A.) les forces armées patriotiques ont lancé le 21 Mars une attaque contre un "acampamento" de l'armée coloniale portugaise à Ninda, détruisant ainsi une grande partie des installations et provoquant de pertes graves à l'ennemi.

Le communiqué indique aussi que, le même jour, dans la région de Lutembo les combattants du M. P. L. A. ont déclenché une vaste action de sabotage contre les troupes colonialistes, causant des dégâts dans de nombreux véhicules militaires de l'armée portugaise. (Novaport)

MOZAMBIQUE

- Le F. A. O. dans les régions libérées.

Une mission de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a visité les régions libérées par le FRELIMO, pour collaborer dans un plan de formation agricole. C'est un pas en avant pour la victoire totale des peuples du Mozambique en lutte.

PERTES D'AVIONS

La presse parisienne du 23 Mars faisait état de l'"écrasement" d'un avion portugais au Mozambique et d'un autre abattu dans la région de Niassa par les patriotes du FRELIMO.

PORTUGAL

Lisbonne-21 Février - Quelques centaines de manifestants ont exprimé leur condamnation du colonialisme portugais, scandant des mots d'ordre hostiles à la guerre coloniale.

Fin Mars - Après les heurts du 29 Mars qui ont lieu à la faculté de Droit entre vigiliants-flics et étudiants, une importante manifestation a eu lieu en plusieurs endroits de la capitale contre les nouvelles mesures fascistes dans les facultés.

2 Avril - Nouvelle manifestation anticolonialiste et antifasciste, qui a parcouru plusieurs rues de la capitale.

PORTO

Deux bombes ont éclatées le 5 avril dans les installations de l'armée coloniale fasciste. Les dégâts sont considérables.

Porto - 4 Avril - Réunion des étudiants de la faculté de Sciences a été brutalment dispersé par les forces de répression fascistes qui ont arrêté environ 200 personnes.

5 Avril- Plusieurs groupes de manifestants ont brisé les vitrines de toutes les banques du centre de la ville causant d'importants dégâts.

COIMBRA - Importante manifestation d'étudiants contre la guerre coloniale et contre le fascisme.

AVEIRO - 8 Avril - Pour la clôture du III Congrès de l'opposition démocratique une manifestation de plus de 1000 personnes a eu lieu. Les manifestants se dirigeant vers la tombe du dirigeant démocratique Mario Sacramento, heurtèrent les forces repressives policières. Il y aurait eu un mort et plusieurs dizaines de blessés. (Novaport)

FRANCE

Suite au lâche assassinat par le fascisme portugais du dirigeant du PAIGC, Amilcar Cabral, plusieurs associations de travailleurs portugais, répondant à l'appel du Mouvement des Travailleurs Portugais Emigrés (MTPE)

ont organisé à Paris un meeting d'hommage à Amilcar Cabral et de soutien à la lutte du peuple de Guinée-Bissau et du Cap-Vert.

Se sont aussi associés à ce meeting, le journal "O Salto", journal des travailleurs portugais émigrés et notre propre comité.

La première partie du meeting a été remplie par des interventions des organisateurs ainsi que de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (FEANF), l'Association de Soutien aux Lutttes des Peuples sous Domination Coloniale Portugaise et le journal A Voz do Desertor. Sont aussi intervenus ou ont envoyé des messages un groupe de militants en France du PAIGC, un militant angolais et un déserteur de la guerre coloniale en Guinée-Bissau et le MPLA.

Le meeting, s'est terminé avec le film "No Pincha" et la pièce de théâtre "Solidariedade" (Solidarité),

En février, le journal "A Voz do Desertor", journal des déserteurs et réfractaires portugais est paru. Ceci est un pas important dans l'organisation et l'unité des déserteurs. En effet, dans l'éditorial, il est dit : "il (le journal) prétend con-

tribuer à l'organisation des masses de jeunes qui refusent de participer à la guerre coloniale dans un large mouvement qui défende leurs intérêts particuliers, s'intègre dans la lutte générale du peuple portugais contre le fascisme et porte une solidarité active aux peuples des colonies en lutte contre le joug colonial portugais".

En tant que comité de soutien aux déserteurs et réfractaires portugais, nous nous solidarisons avec toute initiative qui vise à l'organisation des déserteurs et réfractaires sur des bases antifascistes, anticolonialistes et antiimpérialistes conséquentes.

SUEDE

A Stockholm, le Comité de déserteurs portugais a organisé, à l'occasion de l'assassinat d'A. Cabral, dirigeant révolutionnaire du Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap

Vert (PAIGC), une manifestation de solidarité à la lutte des peuples de Guinée (Bissau).

Aux déserteurs portugais se sont joints des anti-colonialistes suédois, palestiniens et marocains, scandant des mots d'ordre tels que : "PAIGC vaincra", "A bas le colonialisme portugais" et "Vive la lutte des peuples contre le colonialisme et l'impérialisme". Cette manifestation qui s'est dirigée vers l'ambassade du gouvernement fasciste portugais, a été, non une manifestation de deuil, mais la démonstration d'un soutien combatif à la lutte de libération.

A la fin, une résolution condamnant le colonialisme portugais et l'impérialisme international et exprimant le soutien des manifestants à la juste lutte des peuples contre l'impérialisme, a été approuvée et envoyée au PAIGC.

PERMANENCES DU COMITE

Samedi de 16h à 20h
Mecredi de 18h à 21h
127, rue St. Maur
Paris 11ème
metro-Goncourt ou Couronnes

Samedi de 18h à 20h
174, rue Championnet
Paris 18ème
metro Guy Moquet

